

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française 1 an 8 mois	
Ordinaire	1.300 frs 800 frs
Avion	3.300 frs 1.700 frs
ETRANGER 1 an 6 mois	
Ordinaire	1.600 frs 900 frs
Avion	3.750 frs 2.300 frs
PRIX	Au comptant à l'imprimerie :
	Par porteur ou par poste :
	Togo, France et autres Pays d'expression française
	Etranger Port en sus.
NUMERO	90 frs

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 80 frs
minimum 260 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :
minimum 250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1974

- 4 fév. — Ordonnance n° 10 portant ratification de l'accord conclu entre la République togolaise et l'association internationale de développement relatif à un accord de crédit de développement d'un montant de 8.700.000 dollars US signé le 28 décembre 1973 à Washington. 2

DECRETS

1974

- 5 fév. — Décret n° 74-20 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1972. 7
5 fév. — Décret n° 74-21 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1973. 7
5 fév. — Décret n° 74-22 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Pagouda, exercice 1972. 7

- 5 fév. — Décret n° 74-23 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Pagouda, exercice 1973. 7
5 fév. — Décret n° 74-24 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Niamtougou, exercice 1972. 7
5 fév. — Décret n° 74-25 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Niamtougou, exercice 1973. 7
5 fév. — Décret n° 74-26 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Bas-sari, exercice 1972. 8
5 fév. — Décret n° 74-27 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Bas-sari, exercice 1973. 8
5 fév. — Décret n° 74-28 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1972 de la commune de Lomé. 8
5 fév. — Décret n° 74-29 portant approbation du budget additionnel de la commune de Lomé, exercice 1973. 8
5 fév. — Décret n° 74-30 portant approbation du compte administratif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1972. 8
5 fév. — Décret n° 74-31 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1972 de la commune d'Atakpamé. 8
5 fév. — Décret n° 74-32 portant approbation du budget additionnel de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1973. 8
5 fév. — Décret n° 74-33 portant approbation du budget additionnel de la commune d'Atakpamé, exercice 1973. 8
5 fév. — Décret n° 74-34 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du kapok pour la récolte 1973. 6
6 fév. — Décret n° 74-35 modifiant le décret n° 73-3 du 10 janvier 1973 portant nomination des assesseurs du tribunal spécial, du commissaire du gouvernement et de leurs suppléants. 6
11 fév. — Décret n° 74-36 portant nomination du directeur du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre, conservateur de la propriété foncière. 6

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 10 du 4 février 1974 portant ratification de l'accord conclu entre la République togolaise et l'Association internationale de développement relatif à un accord de crédit de développement d'un montant de 8.700.000 \$ U.S. signé le 28 décembre 1973 à Washington.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est ratifié l'accord relatif à un crédit de développement d'un montant de huit millions sept cent mille dollars U.S. (8.700.000 \$ U.S.) signé le 28 décembre 1973 à Washington entre la République togolaise et l'Association internationale de développement.

Art. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise et publiée au *Journal officiel*.

Lomé, le 4 février 1974

Général Etienne Eyadéma

CREDIT N° 450/TO

ACCORD DE CREDIT DE DEVELOPPEMENT

(Second projet routier) entre la République Togolaise et l'Association Internationale de Développement
En date du 28 décembre 1973.

ACCORD DE CREDIT DE DEVELOPPEMENT

Accord, en date du 28 décembre 1973, entre la République Togolaise (ci-après dénommée l'Emprunteur) et l'Association internationale de développement (ci-après dénommée l'Association).

ARTICLE PREMIER

Conditions générales ; Définitions

Section 1.01 — Les parties au présent Accord acceptent toutes les dispositions des conditions générales applicables aux accords de Crédit de développement de l'Association, en date du 31 janvier 1969, en leur reconnaissant la même force et les mêmes effets que si elles étaient incorporées au présent accord avec cette réserve, toutefois, que les sections 5.01 et 6.02 (h) en sont réputées supprimées et que la section 6.02(i) devient la section 6.02(h) (lesdites conditions générales applicables aux accords de crédit de développement de l'Association, ainsi modifiées, étant ci-après dénommées les conditions générales).

Section 1.02 — A moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes et expressions définis dans les conditions générales ont, chaque fois qu'ils sont utilisés dans le présent accord, les significations figurant dans lesdites conditions générales. En outre, les termes et expressions ci-après ont les significations suivantes :

- a) Le MTP désigne le ministère des transports, des travaux publics, des mines et télécommunications de l'emprunteur ;
- b) La DTP désigne la direction des travaux publics du MTP ;
- et c) Le STR désigne le service des transports routiers du MTP.

ARTICLE II

Le Crédit

Section 2.01 — L'Association consent à l'Emprunteur, aux conditions stipulées ou visées dans l'Accord de crédit de développement, un crédit en monnaies diverses de la contre-valeur de huit millions sept cent mille dollars (\$ 8.700.000).

Section 2.02 — Conformément aux dispositions de l'annexe 1 au présent accord, y compris les modifications qui pourraient être apportées à ladite annexe, le montant du crédit peut être retiré du compte de crédit au titre des dépenses effectuées (ou, si l'Association y consent, des dépenses à effectuer) pour régler le coût raisonnable des biens et services nécessaires à l'exécution du projet, décrits dans l'annexe 2 au présent accord, et qui doivent être financés en vertu du présent Accord de crédit de développement ; il est entendu, toutefois, que, à moins que l'Association n'y consente, aucun retrait n'est effectué au titre de dépenses faites sur les territoires de tout pays qui n'est pas membre de la Banque (à l'exception de la Suisse) ou pour payer le coût des biens produits sur lesdits territoires ou des services en provenant.

Section 2.03 — A moins que l'Association n'y consente, les biens et services (autres que les services de consultants) nécessaires au projet et financés au moyen du crédit sont acquis après appels d'offres internationaux, selon des procédures compatibles avec les directives concernant la passation des marchés financés par les prêts de la Banque mondiale et les crédits de l'IDA, publiés par la Banque en avril 1972 et révisés en octobre 1972, et conformément aux dispositions de l'Annexe 3 au présent accord et sous réserve desdites dispositions.

Section 2.04 — La date de clôture est fixée au 30 juin 1977 ou à toute autre date dont il peut être convenu entre l'Emprunteur et l'Association.

Section 2.05 — L'Emprunteur verse à l'Association une commission de service au taux de trois quart de un pour cent (0,75 %) l'an sur le montant du crédit retiré et non encore remboursé.

Section 2.06 — Les commissions de service sont payables semestriellement le 15 mars et le 15 septembre de chaque année.

Section 2.07 — L'Emprunteur rembourse le principal du crédit par des versements semestriels tous les 15 mars et 15 septembre à compter du 15 mars 1984 et jusqu'au 15 septembre 2023, tout versement effectué jusqu'au 15 septembre 1993 inclus devant être d'un montant égal à un demi de un pour cent (0,5 %) dudit principal, et tout versement ultérieur d'un montant égal à un et demi pour cent (1,5 %) dudit principal.

Section 2.08 — La monnaie des Etats-Unis d'Amérique est spécifiée aux fins d'application de la section 4.02 des conditions générales.

ARTICLE III

Exécution du Projet

Section 3.01 — L'Emprunteur exécute le projet, par l'intermédiaire du MTP, avec la diligence et l'efficacité voulues et selon de saines méthodes techniques, administratives et financières ; il fournit, au fur et à mesure des besoins, tous les fonds, installations, services et autres ressources nécessaires à l'exécution du projet.

Section 3.02 — Pour aider l'Emprunteur à exécuter le projet, l'Emprunteur s'assure les services d'ingénieurs-conseils jugés acceptables par l'Association, dans une mesure et à des conditions

jugées satisfaisantes par l'Association et recrute un personnel togolais qualifié comme personnel de contrepartie.

Section 3.03 — Pour l'exécution des parties A, B, D et E du projet, l'Emprunteur s'assure les services d'entrepreneurs jugés acceptables par l'Association, dans une mesure et à des conditions jugées satisfaisantes par l'Association.

Section 3.04 — (a) L'Emprunteur s'engage à assurer ou à prendre toutes dispositions nécessaires pour faire assurer les biens importés financés au moyen du crédit contre tous les risques que comportent l'acquisition, le transport et la livraison desdits biens jusqu'à leur lieu d'utilisation ou d'installation ; toute indemnité due au titre de ladite assurance est payable en une monnaie librement utilisable par l'Emprunteur pour remplacer ou faire réparer lesdits biens.

b) A moins que l'Association n'y consente, tous les biens et services financés à l'aide du crédit sont affectés exclusivement au projet, jusqu'à son achèvement.

Section 3.05 — a) L'Emprunteur fournit à l'Association pour approbation, dès qu'ils sont établis, les plans, cahiers des charges, rapports, documents d'appel d'offres et calendrier des travaux de construction et des passations de marché se rapportant au projet, ainsi que toutes modifications ou adjonctions importantes qui pourraient y être apportées ou faites, avec tous les détails que l'Association peut raisonnablement demander.

b) L'Emprunteur i) tient les écritures nécessaires pour suivre la marche du projet (y compris son coût d'exécution) et pour identifier les biens et services financés au moyen du crédit, et en justifier l'emploi dans le cadre du projet ; ii) donne aux représentants de l'Association toute possibilité de visiter les installations comprises dans le projet, et d'inspecter les biens financés au moyen du crédit et tous documents et écritures y afférents ; et iii) fournit à l'Association tous renseignements que l'Association peut raisonnablement demander en ce qui concerne le projet, les dépenses réalisées au moyen du crédit et les biens et services financés au moyen dudit crédit.

Section 3.06 — L'Emprunteur prend toute mesure nécessaire pour acquérir en tant que de besoin tous terrains et droits fonciers nécessaires à l'exécution du projet.

ARTICLE IV

Clauses particulières

Section 4.01 — L'Emprunteur tient ou fait tenir les écritures nécessaires pour enregistrer, conformément aux principes d'une saine comptabilité appliqués systématiquement, les opérations, les ressources et les dépenses routières de la DTP et, en ce qui concerne le projet, des subdivisions ou services de l'Emprunteur chargés de l'exécution de tout ou partie du projet.

Section 4.02 — L'Emprunteur a) prend les mesures nécessaires pour faire en sorte i) que, en tout temps, les dimensions et les charges par essieu des véhicules utilisant le réseau routier national de l'Emprunteur ne dépassent pas les limites compatibles avec les normes de construction dudit réseau, et ii) que les lois et règlements de l'Emprunteur définissant lesdites limites soient constamment et systématiquement appliqués ;

et b) prend les dispositions qui permettront de rassembler systématiquement et périodiquement, et de conserver, les données requises pour l'évaluation des aspects techniques, économiques et financiers i) du réseau routier de l'Emprunteur et ii) des activités de transport routier sur le territoire de l'Emprunteur.

Section 4.03 — L'Emprunteur a) fait en sorte que toutes les routes du réseau routier de l'Emprunteur soient convenablement entretenues et remises en état en tant que de besoin, conformément à de saines méthodes techniques ;

b) fait en sorte que l'ensemble du matériel d'entretien des routes et les ateliers et machines de l'Emprunteur soient convenablement entretenus, remis en état et renouvelés en tant que de besoin, conformément à de saines méthodes techniques ;

et c) fournit, au fur et à mesure des besoins, les fonds, installations, services et autres ressources nécessaires à cet effet.

Section 4.04 — Sans préjudice des obligations incombant à l'Emprunteur aux termes de la section 4.04 de l'accord de crédit de développement (projet d'entretien routier) conclu entre l'Emprunteur et l'Association, en date du 10 octobre 1968, l'Emprunteur :

a) consulte l'Association sur la justification économique de tout investissement important dans le réseau des chemins de fer du Togo avant d'en décider la réalisation ;

et b) donne à l'Association l'occasion d'analyser et de commenter l'étude de développement des transports ferroviaires et routiers entreprise en 1972-1973 pour le compte de MTP avant d'arrêter toute décision importante concernant les opérations du réseau des chemins de fer du Togo.

ARTICLE V

Consultation, Informations et Inspection

Section 5.01 — L'Emprunteur et l'Association coopèrent étroitement pour faire en sorte que soient atteints les buts pour lesquels le crédit est accordé. A cette fin, à la demande de l'une ou l'autre des parties :

a) L'Emprunteur et l'Association procèdent, par l'intermédiaire de leurs représentants, à des échanges de vues concernant l'exécution des obligations incombant à chacun d'eux au titre de l'accord de crédit de développement, la gestion, les opérations, les recettes et les dépenses routières de la DTP et, en ce qui concerne le projet, des ministères ou services de l'Emprunteur chargés de l'exécution de tout ou partie du projet ainsi que toute autre question se rapportant à l'objet du crédit ;

et b) Chacune des parties fournit à l'autre toutes les informations qui peuvent raisonnablement lui être demandées sur la situation générale du crédit. De la part de l'Emprunteur, ces informations comprennent tous renseignements relatifs à la situation financière et économique dans laquelle se trouve son territoire, notamment la position de sa balance des paiements, et à la dette extérieure de l'Emprunteur, de l'une quelconque de ses collectivités locales et de tout service de l'Emprunteur ou de l'une quelconque de ses collectivités locales.

Section 5.02 — a) L'Emprunteur fournit ou fait fournir à l'Association tous renseignements que l'Association peut raisonnablement demander en ce qui concerne la gestion, les opérations, les recettes et les dépenses routières de la DTP et, en ce qui concerne le projet, des ministères ou services de l'Emprunteur chargés de l'exécution de tout ou partie du projet.

b) L'Emprunteur et l'Association s'informent mutuellement dans les meilleurs délais de toute circonstance qui empêche ou risque d'empêcher que soient réalisés les objectifs du crédit, qui entrave ou risque d'entraver le service des paiements y afférents ou l'exécution par l'Emprunteur ou par l'Association des obligations lui incombant au titre de l'accord de crédit de développement.

Section 5.03 — L'Emprunteur donne toute possibilité raisonnable aux représentants accrédités de l'Association de se rendre sur toute partie du territoire de l'Emprunteur pour des fins ayant trait au crédit.

ARTICLE VI

Impôts et Restrictions

Section 6.01 — Le remboursement du principal du crédit et le paiement des commissions de service afférentes au crédit sont exonérés de tous impôts qui seraient prévus par la législation de l'Emprunteur ou la législation en vigueur sur son territoire.

Section 6.02 — L'accord de crédit de développement est exonéré de tous impôts qui seraient prévus par la législation de l'Emprunteur ou la législation en vigueur sur son territoire lors ou à l'occasion de sa signature, remise ou enregistrement.

Section 6.03 — Le remboursement du principal du crédit et le paiement des commissions de service afférentes au crédit sont exemptés de tous contrôles, règlements, restrictions et moratoires de toute nature qui seraient prévus par la législation de l'Emprunteur ou la législation en vigueur sur son territoire.

ARTICLE VII

Exigibilité anticipée

Section 7.01 — Si l'un des événements énumérés à la section 7.01 des conditions générales survient et persiste pendant la période spécifiée, le cas échéant, l'Association a la faculté, tant que dure cet événement, de déclarer par voie de notification à l'Emprunteur que le principal du crédit non encore remboursé est dû et exigible immédiatement, de même que les commissions de service s'y rapportant, sur quoi ledit principal ainsi que lesdites commissions de service deviennent dus et exigibles immédiatement, nonobstant toute disposition contraire contenue dans l'accord de crédit de développement.

ARTICLE VIII

Résiliation

Section 8.01 — La date du 29 avril 1974 est spécifiée aux fins d'application de la section 10.04 des conditions générales.

Section 8.02 — Les obligations incombant à l'Emprunteur aux termes de l'Article IV de l'accord de crédit de développement prennent fin à l'une des deux dates ci-dessous qui est la première à échoir :

i) La date à laquelle l'accord de crédit de développement prend fin ;

ou ii) une date postérieure de 20 ans à la date du présent accord.

ARTICLE IX

Représentation de l'Emprunteur ; Adresses

Section 9.01 — Le ministre des finances et de l'économie de l'Emprunteur est le représentant de l'Emprunteur aux fins d'application de la section 9.03 des conditions générales.

Section 9.02 — Les adresses ci-dessous sont spécifiées aux fins d'application de la section 9.01 des conditions générales :

Pour l'Emprunteur :

Ministère des finances et de l'économie

Lomé (République Togolaise)

Adresse télégraphique :

MINFINANCES Lomé — Togo

Pour l'Association :

Association Internationale de Développement

1818 H street, N.W.

Washington, D.C. 20433

Etats-Unis d'Amérique

Adresse télégraphique :

INDEVAS Washington, D.C.

En foi de quoi les parties au présent accord, agissant par l'intermédiaire de leurs représentants dûment autorisés à cet effet, ont fait signer le présent accord en leur nom respectif et en ont échangé des exemplaires dans le district de Columbia, Etats-Unis d'Amérique, les jour, mois, et an que dessus.

République Togolaise

Par M. Jacques Togbé

Représentant autorisé

Association Internationale
de Développement

Par M. Xavier de la Renaudière

ANNEXE I

Retrait des fonds provenant du Prêt

1 — Le tableau ci-dessous indique les catégories de biens et services financés au moyen du crédit, le montant du crédit affecté à chaque catégorie et la part des dépenses susceptible de financement dans chaque catégorie :

Catégorie	Somme affectée (exprimée en dollars)	Part des dépenses financées
I — Travaux de génie civil pour les parties A, B, D, et E du projet	5.000.000	55 % des dépenses totales (ce qui représente la part estimative des dépenses en devises)
II — Matériel de terrassement pour la partie C du projet	120.000	100 % des dépenses en devises
		L'équivalent de dollar 4.750 par km de route aménagée (ce qui représente la part estimée des dépenses en devises, non compris provision pour renouvellement du matériel
III — Travaux de génie civil pour la partie C du projet	190.000	90 % des dépenses totales (ce qui représente la part estimative des dépenses en devises)
IV — Service de consultants pour les parties A, B, C, D et E du projet	700.000	90 % des dépenses totales (ce qui représente la part estimative des dépenses en devises)
V — Assistance technique, comprenant les services de consultants pour les parties F, G, H et I du projet	940.000	90 % des dépenses totales (ce qui représente la part estimative des dépenses en devises)
VI — Perfectionnement de personnel togolais et achat pour la DTP de matériel de laboratoire routier (partie F du projet)	110.000	100 % des dépenses en devises
VII — Non affecté	1.640.000	
TOTAL	8.700.000	

2 — Aux fins de la présente annexe :

a) l'expression « dépenses en devises » désigne les dépenses effectuées pour des biens produits sur les territoires de tout pays autre que l'Emprunteur, ou des services en provenant, et réglées dans la monnaie de ce pays ; il est entendu toutefois que si la monnaie de l'Emprunteur est également celle d'un autre pays, et que les biens sont produits sur le territoire de ce dernier ou que

les services en proviennent, les dépenses effectuées dans ladite monnaie pour lesdits biens ou services sont réputées « dépenses en devises » ;

et b) l'expression « dépenses totales » désigne l'ensemble des dépenses en devises et des dépenses effectuées pour des biens produits sur le territoire de l'Emprunteur ou des services en provenant.

3 — Nonobstant les dispositions du paragraphe I ci-dessus, aucune somme ne peut être retirée pour régler :

a) des dépenses effectuées avant la date du présent accord ;

et b) les impôts qui seraient perçus en vertu de la législation de l'Emprunteur ou de la législation en vigueur sur son territoire sur les biens ou services, ou lors de l'importation, de la fabrication, de l'acquisition ou de la fourniture desdits biens ou services. Dans la mesure où le montant représenté par le pourcentage porté dans la troisième colonne du tableau figurant au paragraphe I ci-dessus, en regard des catégories I, II, IV, V ou VI ou, dans le cas de la catégorie III, le montant porté dans ladite colonne, dépasse le montant à payer net desdits impôts, ledit pourcentage ou montant, selon le cas, est réduit de manière à garantir qu'aucune somme provenant du crédit ne soit retirée pour servir à régler lesdits impôts.

4 — Nonobstant le montant porté dans la deuxième colonne du tableau figurant au paragraphe I ci-dessus :

a) si le montant estimatif des dépenses relatives à l'une quelconque des catégories diminue, le solde du montant affecté à ladite catégorie et qui n'est plus nécessaire à cette fin est réaffecté par l'Association par virement d'un montant correspondant au montant non affecté du crédit ;

b) si le montant estimatif des dépenses relatives à l'une quelconque des catégories augmente : i) le pourcentage porté dans la troisième colonne du tableau figurant au paragraphe I ci-dessus et applicable aux catégories I, II, IV, V ou VI est appliqué au montant de ladite augmentation, et un montant correspondant est, sur la demande de l'Emprunteur, affecté par l'Association à l'une quelconque de ces catégories par prélèvement de fonds appartenant au montant non affecté du crédit ; et ii) dans le cas de la catégorie III, le montant qui doit ainsi être réaffecté et la partie des dépenses à financer sont déterminés par voie d'accord entre l'Emprunteur et l'Association ; sous réserve toutefois, dans les deux cas, des provisions pour imprévus que l'Association entend maintenir pour toute autre dépense ;

et c) si l'Association a raisonnablement déterminé que l'acquisition de l'un quelconque des biens ou services compris dans l'une des catégories est incompatible avec les procédures stipulées ou visées à la section 2.03 du présent accord, aucune dépense effectuée pour régler ledit bien ou service n'est financée au moyen du crédit et l'Association, sans préjudice de tout autre droit, pouvoir ou recours qu'elle tient en vertu de l'accord de crédit de développement, peut annuler, par notification à l'Emprunteur, le montant du crédit qui, de l'avis raisonnable de l'Association, représente le montant des retraits qui auraient pu autrement être effectués au titre desdits biens ou services.

5 — Nonobstant les pourcentages portés dans la troisième colonne du tableau figurant au paragraphe I ci-dessus, en regard des catégories I, IV ou V, ou, le montant porté dans ladite colonne, dans le cas de la catégorie III, si le montant estimatif des dépenses totales à financer au titre de ces catégories augmente, et si aucune somme provenant du crédit n'est disponible pour être réaffectée à l'une quelconque de ces catégories, l'Association peut, par notification à l'Emprunteur, modifier le pourcentage ou le montant, selon le cas, alors applicable auxdites dépenses, afin

que des retraits au titre de l'une quelconque desdites catégories puissent continuer jusqu'à ce que toutes les dépenses relatives à ces catégories aient été réalisées.

ANNEXE 2

Description du Projet

Le projet comprend les parties suivantes :

A — Travaux de réfection sur environ 81 km, de Blitta à Sokodé, et notamment renforcement et élargissement de la chaussée (aménagement de deux voies) et modification du tracé.

B — Travaux de réfection sur environ 35 km, de Sokodé à Tchamba, et notamment construction et élargissement de la chaussée (aménagement de deux voies en latérite) et modification du tracé.

C — Travaux de réfection sur environ 40 km, de Tchamba à Kambolé, et notamment élargissement et modification du tracé.

D — Travaux de reconstruction des 7 ponts situés sur le tronçon Tchamba-Kambolé.

E — Construction d'une nouvelle route en latérite à deux voies, entre Agou et Nuatja, d'une longueur de 51 km.

F — Exécution d'un programme d'entretien routier de trois ans, et notamment, octroi d'une assistance technique à la DTP, perfectionnement du personnel togolais d'entretien routier et achat pour la DTP de matériel de laboratoire routier.

G — Inventaire technique et économique d'environ 2.000 km de routes non revêtues choisies d'un commun accord par l'Emprunteur et l'Association dans le but de préparer :

1) un reclassement de certaines routes du réseau ;

2) un programme de remise en état ou d'amélioration des routes inventoriées.

H — Réalisation 1) d'études de factibilité portant sur les travaux de réfection de la route Tabligbo-Anécho ;

et 2) des projets d'exécution afférents à ces travaux, après que la justification économique et technique de ces travaux aura été démontrée à la satisfaction de l'Emprunteur et de l'Association.

I — Amélioration de l'organisation et des opérations du STR, surtout en ce qui concerne le rassemblement, la conservation et l'évaluation des données relatives à l'industrie des transports routiers sur le territoire de l'Emprunteur.

L'achèvement du projet est prévu pour le 31 décembre 1976.

ANNEXE 3

Passation des marchés

1 — Pour tout marché de travaux de génie civil pour les parties A, B, D et E du projet, dont le coût estimatif est égal ou supérieur à l'équivalent de dollar 30.000 :

a) Les entrepreneurs font l'objet d'une présélection. L'Emprunteur indique à l'Association, avant de diffuser l'avis de présélection, les détails de la procédure qu'il se propose de suivre, et apporte à ladite procédure toutes modifications que l'Association peut raisonnablement demander. En outre, l'Emprunteur soumet à l'examen de l'Association la liste des entrepreneurs présélectionnés avant de la communiquer aux intéressés, ainsi qu'un exposé de leurs qualifications et des motifs d'exclusion de l'un quelconque des candidats à la présélection ; l'Emprunteur remanie

ladite liste en procédant aux adjonctions ou aux suppressions que l'Association peut raisonnablement demander.

b) Avant de lancer l'appel d'offres, l'Emprunteur soumet à l'examen de l'Association le texte dudit appel d'offres, le cahier des charges et tous autres documents relatifs à l'appel d'offres, de même qu'une description détaillée de la procédure publicitaire qu'il se propose de suivre, et apporte auxdits documents ou à ladite procédure toutes modifications que l'Association peut raisonnablement demander. Toute modification ultérieure du dossier d'appels d'offres doit être approuvée par l'Association avant d'être communiquée aux entrepreneurs présélectionnés.

c) Aux fins de l'appel d'offres, les travaux de construction et d'amélioration des routes sont divisés en trois lots, correspondant respectivement à la partie A, aux parties B et D et à la partie E du projet. Il doit être précisé dans les dossiers de l'appel d'offres pour lesdits travaux que i) les soumissionnaires peuvent présenter des offres pour un ou plusieurs lots ;

ii) toutes les offres sont couvertes et les marchés attribués en même temps ;

iii) l'attribution se fait en fonction de l'offre ou de la combinaison d'offres jugée la plus avantageuse ;

et iv) l'Emprunteur a la faculté d'attribuer un seul marché portant sur un ou plusieurs lots à un seul entrepreneur, ou des marchés distincts à divers entrepreneurs pour chaque lot. Les soumissionnaires disposent d'un délai d'au moins 60 jours pour présenter leurs offres.

d) Après réception et évaluation des offres, et avant que l'attribution ne fasse l'objet d'une décision définitive, l'Emprunteur indique à l'Association le nom du ou des soumissionnaires auxquels il se propose d'attribuer le ou les marchés. L'Emprunteur fournit à l'Association, suffisamment à l'avance pour qu'elle puisse les examiner, les rapports préparés par les consultants visés à la section 3.02 sur l'évaluation des offres ainsi que ses recommandations quant à l'attribution du ou des marchés et les raisons motivant ses recommandations. Si l'Association estime que l'attribution envisagée n'est pas compatible avec les procédures stipulées ou visées à la section 2.03 du présent accord, elle en informe l'Emprunteur dans les meilleurs délais en exposant les motifs de sa décision.

e) Deux copies certifiées conformes du marché ou de toute modification apportée audit marché sont fournies à l'Association dès après sa signature et avant l'envoi à l'Association de la première demande de retrait de fonds du compte de crédit au titre dudit marché ou de ladite modification.

2 — Pour tout autre marché de travaux de génie civil pour les parties A, B, D et E du projet, l'Emprunteur fournit à l'Association, immédiatement après qu'il a été signé et avant de soumettre à l'Association la première demande de retrait de fonds du compte de crédit au titre dudit marché, deux copies certifiées conformes dudit marché, auxquelles seront joints l'analyse des offres, des recommandations relatives à l'attribution du marché et tous autres renseignements que l'Association peut raisonnablement demander. Si l'Association constate que l'attribution du marché n'est pas compatible avec les procédures stipulées ou visées à la section 2.03 du présent accord, elle en informe l'Emprunteur dans les meilleurs délais en indiquant les raisons de sa décision.

3 — Les marchés concernant le matériel de terrassement nécessaire à l'exécution de la partie C du projet et financé au moyen des fonds affectés à la catégorie II du paragraphe 1 de l'annexe 1 au présent accord, sont passés conformément aux procédures de passation des marchés de l'Emprunteur. L'Emprunteur peut tenir compte pour la sélection du ou des fournisseurs de la nécessité de standardiser son parc de matériel. Pour la suite de la procédure, les règles définies dans les paragraphes 2 ci-dessus demeurent applicables.

DECRETS

DECRET N° 74-34 du 5 février 1974 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du kapok pour la récolte 1973.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie,
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du TOGO ;
Vu le décret n° 73-132 du 15 juin 1973 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du TOGO pour le kapok de la récolte 1973 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1973 est fixée au 31 décembre 1973.

Art. 2 — Le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre de l'économie rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 5 février 1974

Général E. Eyadéma

DECRET N° 74-35 du 6 février 1974 modifiant le décret n° 73-3 du 10 janvier 1973 portant nomination des assesseurs du tribunal spécial, du commissaire du gouvernement et de leurs suppléants.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition conjointe du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des finances et de l'économie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 18 du 13 septembre 1972 instituant un tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics, notamment en son article 2,

DECRETE :

Article premier — M. Michel Toyi Edjeou, lieutenant de gendarmerie est nommé assesseur suppléant, en remplacement de M. Marcel Wala, sous-lieutenant de gendarmerie.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prendra effet dès sa signature et sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 6 février 1974

Général E. Eyadéma

DECRET N° 74-36 du 11 février 1974 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;
Vu le décret n° 72-20 du 21 janvier 1972 fixant la composition du gouvernement ;
Sur proposition du ministre des finances et de l'économie ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Wilson Charlemagne, inspecteur des impôts de 1^{re} classe 3^e échelon est nommé directeur du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre, conservateur de la propriété foncière.

Art. 2 — Les émoluments et les diverses indemnités de M. Wilson Charlemagne sont imputables sur le budget général, chapitre 8, article 12.

Art. 3 — Le présent décret qui abroge toutes les dispositions antérieures, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 février 1974
Général E. Eyadéma

Approbation de comptes administratifs et de budgets additionnels

Décret n° 74-20 du 5-2-74 — Le compte administratif de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1972 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de vingt trois millions six cent deux mille deux cent quatre vingt douze francs (23.602.292 fr.) ;

En dépenses à la somme de vingt et un millions cent quarante sept mille soixante quatre francs (21.147.064 fr.) laissant apparaître un excédent de recettes de deux millions quatre cent cinquante cinq mille deux cent vingt huit francs (2.455.228 fr.) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1973.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1972 s'élevant au total à cinq millions trois cent dix neuf mille sept cent quatre vingt trois francs (5.319.783 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-21 du 5-2-74 — Le budget additionnel de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1973 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinq millions sept cent quatre vingt treize mille neuf cent vingt huit francs (5.793.928 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-22 du 5-2-74 — Le compte administratif de la circonscription de Pagouda, exercice 1972 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de quinze millions six cent cinquante un mille huit cent six francs (15.651.806 fr.) ;

En dépenses à la somme de quatorze millions cent cinquante mille quatre cent cinquante huit francs (14.150.458 fr.) laissant apparaître un excédent de recettes de un million cinq cent un mille trois cent quarante huit francs (1.501.348 fr.) qui sera pris un mille huit cent six francs (15.651.806 fr.) ;

Sont approuvées l'annulation et les ouvertures de crédits ci-après énumérés, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

Annulation de crédit

Chapitre X — Dépenses diverses —

Art. 3 — Subventions 10.769

Ouvertures de crédits

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel) —

Art. 3 — Indemnités, gratifications et remboursement de frais 4.325

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 1 — Entretien des routes et ponts etc 6.444

10.769

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1972 s'élevant au total à un million sept cent vingt mille six cent trente huit francs (1.720.638 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-23 du 5-2-74 — Le budget additionnel de la circonscription de Pagouda, exercice 1973 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million huit cent soixante quatorze mille sept cent quarante huit francs (1.874.748 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-24 du 5-2-74 — Le compte administratif de la circonscription de Niamtougou, exercice 1972 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de onze millions quatre vingt sept mille huit cent cinquante francs (11.087.850 fr.) ;

En dépenses à la somme de dix millions trois cent quarante cinq mille huit cent vingt cinq francs (10.345.825 fr.) laissant apparaître un excédent de recettes de sept cent quarante deux mille vingt cinq francs (742.025 fr.) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1973.

Sont approuvées l'annulation et les ouvertures de crédits ci-après énumérés, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice :

Annulation de crédit

Chapitre X — Dépenses diverses —

Art. 5 — Cotisations à la caisse nationale de sécurité sociale 66.444

Ouvertures de crédits

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel) —

Art. 1 — Traitement du personnel de bureau titulaire 1.124

Chapitre III — Service d'administration régionale (matériel) —

Art. 2 — Frais de bureau 38.947

-do- 4 — Moyens de transport 4.553

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Art. 1 — Entretien des routes et ponts etc 13.896

-do- 2 — Entretien des rues, jardins, marchés etc.. 1.124

-do- 5 — Alimentation en eau 1.800

66.444

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1972 s'élevant au total à un million cinq cent quatre vingt trois mille huit cent soixante sept francs (1.583.867 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-25 du 5-2-74 — Le budget additionnel de la circonscription de Niamtougou, exercice 1973 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de deux millions vingt mille neuf cent vingt cinq francs (2.020.925 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-26 du 5-2-74 — Le compte administratif de la circonscription de Bassari, exercice 1972 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de seize millions trois cent soixante seize mille cinq cent cinquante cinq francs (16.376.555 frs) ;

En dépenses à la somme de quinze millions cinq cent cinquante cinq mille neuf cent quatre vingt dix huit francs (15.555.998 fr) laissant apparaître un excédent de recettes de huit cent vingt mille cinq cent cinquante sept francs (820.557 fr.) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1973.

Sont approuvées les annulations et les ouvertures de crédits ci-après énumérés destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

Annulations de crédits

Chapitre IV — Services des travaux régionaux (personnel) —

Art. 2 — Traitement du personnel non titulaire.. 54-672

Chapitre X — Dépenses diverses —

Art. 5 — Cotisations à la caisse nationale de sécurité sociale 134-876

189.548

Ouvertures de crédits

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel) —

Article 3 — Indemnités, gratifications et remboursement de frais 12-789

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Art 1 — Entretien des routes et ponts etc 4-875

Chapitre VII — Services sociaux (personnel) —

Art. 3 — Dispensaires 37-008

Chapitre X — Dépenses diverses —

Art. 7 — Versement au budget général des retenues pour pension 134-876

189.548

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1972 s'élevant au total à trois millions trois cent douze mille deux cent treize francs (3.312.213 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-27 du 5-2-74 — Le budget additionnel de la circonscription de Bassari, exercice 1973 est approuvé et arrêté en recettes et dépenses à la somme de deux millions huit cent cinquante mille cinquante sept francs (2.850.057 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-28 du 5-2-74 — Le compte administratif de la commune de Lomé, exercice 1972 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de deux cent quatre vingt seize millions quatre cent quarante deux mille six cent trente et un francs (296.442.631 fr.) ;

En dépenses à la somme de deux cent soixante un millions huit cent trente neuf mille six cent vingt et un francs (261.839.621 fr.) laissant apparaître un excédent de recettes de trente quatre millions six cent trois mille dix francs (34.603.010 fr.) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1973.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1972 s'élevant au total à cent dix huit millions quatre vingt un mille six cent vingt neuf francs (118.081.629 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-29 du 5-2-74 — Le budget additionnel de la commune de Lomé, exercice 1973 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cent trente et un millions sept cent vingt huit mille cinq cent neuf francs (131.728.509 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-30 du 5-2-74 — Le compte administratif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1972 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de vingt trois millions deux cent quatre vingt mille quatre vingt quatre francs (23.280.084 fr.) ;

En dépenses à la somme de vingt millions six cent trente trois mille deux cent soixante treize francs (20.633.273 fr.) laissant apparaître un excédent de recettes de deux millions six cent quarante six mille huit cent onze francs (2.646.811 fr.) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1973.

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1972 s'élevant au total à un million cinq cent soixante dix sept mille huit cent soixante dix sept francs (1.577.877 fr.) sont annulés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-31 du 5-2-74 — Le compte administratif de la commune d'Atakpamé, exercice 1972 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de douze millions cent quatre vingt sept mille six cent quatorze francs (12.187.614 fr.) ;

En dépenses à la somme de douze millions trois cent mille cinq cent trente six francs (12.300.536 fr.) laissant apparaître un excédent de dépenses de cent douze mille neuf cent vingt deux francs (112.922 fr.) qui sera reporté en dépenses au budget additionnel de l'exercice 1973.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1972 s'élevant au total à deux millions soixante treize mille cent cinquante six francs (2.073.156 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-32 du 5-2-74 — Le budget additionnel de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1973 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de deux millions six cent cinquante trois mille quatre vingt six francs (2.653.086 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret n° 74-33 du 5-2-74 — Le budget additionnel de la commune d'Atakpamé, exercice 1973 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million cent cinquante sept mille quatre cent vingt deux francs (1.157.422 fr.).

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.